



58^{ème} Session de la Commission des stupéfiants

Débat général General debate

Vienne, 9-12 mars 2015

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Au nom de la délégation suisse, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter pour votre élection à la présidence de la 58^{ème} Commission des stupéfiants. Je tiens également à vous remercier pour votre engagement présent et futur en vue de la préparation de la *Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au problème mondial de la drogue*, communément appelée UNGASS.

L'UNGASS 2016 offre une excellente occasion d'examiner les stratégies actuelles et de discuter des nouvelles problématiques et dynamiques dans un esprit d'ouverture et de responsabilité partagée. Il est urgent de prendre en compte les nouvelles réalités auxquelles nous sommes confrontés en encourageant **un débat ouvert et une discussion constructive sur le problème mondial de la drogue**. Le programme de la session extraordinaire, dont nous sommes en train de dessiner les contours, devrait clairement refléter cette ambition.

Ma délégation souhaiterait mettre l'accent sur trois éléments qui nous semblent particulièrement importants pour la préparation de l'UNGASS :

Premièrement, la Suisse accorde une grande importance à **l'inclusion des autres agences de l'ONU**, en particulier les plus concernées d'entre elles, à savoir l'OMS, l'ONUSIDA, le HCDH et le PNUD. Les activités de ces agences sont directement concernées par les conséquences des politiques menées dans le cadre de la lutte contre la drogue. Il est donc absolument nécessaire d'assurer

leur contribution non seulement durant la phase préparatoire, mais également durant l'UNGASS elle-même.

Pour faire face au problème mondial de la drogue, **la société civile** joue également un rôle de premier plan. Nous ne saurons assurer le bon fonctionnement de nos politiques en matière de drogues, et le succès de l'UNGASS, si nous ne jouissons pas d'un large soutien et de la participation active de la société civile. Nous vous appelons donc, Monsieur le Président, à mettre tout votre poids dans la balance pour faire en sorte que **le processus d'accréditation des ONG soit véritablement transparent** et se base sur des règles prévisibles.

Deuxièmement, la Suisse estime que les **droits de l'homme** doivent faire partie intégrante des discussions de l'UNGASS. Nous nous réjouissons à ce propos de la discussion interactive qui aura lieu dans deux jours sur cette thématique. Nous espérons qu'elle sera ouverte et constructive, et qu'elle permettra d'aborder les vraies questions.

Les violations des droits de l'homme qui continuent d'avoir lieu dans le cadre des politiques de contrôle des stupéfiants ne sont pas acceptables. Nous pensons en particulier **aux violations du droit à la vie et du droit à la santé**. La Suisse s'oppose catégoriquement, conformément aux standards internationaux, à l'application de la peine de mort pour des délits liés à la drogue et est très préoccupée par les violations du respect du droit à la santé qui se poursuivent dans un nombre important de pays où l'accès à des médicaments essentiels ainsi qu'à des mesures de réduction des risques est très limité voire non-existent.

Dans cette optique la Suisse s'associe aux démarches menées actuellement dans le cadre du Conseil des droits de l'homme pour faire en sorte que le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'homme s'associe aux préparatifs de l'UNGASS. Nous appelons les Etats à soutenir le projet de résolution actuellement en discussion.

Dans toutes nos réflexions, toutes nos discussions, que ce soit pour l'UNGASS ou en dehors, il est fondamental de promouvoir **une approche qui mette la santé au centre des politiques en matière de drogue**. C'est le troisième point que je voulais évoquer. Je ne parle pas seulement de la prévention et du traitement, qui sont largement acceptés et reconnus, mais aussi des mesures de réduction des risques, qui entrent dans le champ d'application et l'esprit des trois conventions.

A l'heure où nous tirons le bilan des Objectifs du millénaire pour le développement (ODM), l'agenda post-2015 est une opportunité de renforcer notre engagement par une approche intégrée du développement et dans le respect de la personne. Dans cette ligne, il nous faudra redoubler d'efforts si nous souhaitons réaliser l'objectif fixé par la Déclaration politique sur le VIH/SIDA lors de la réunion de haut-niveau de l'Assemblée générale en 2011 de réduire de 50% le nombre de contaminations par le VIH chez les toxicomanes par injection. Ce but n'est pas atteint aujourd'hui.

Or, je tiens à rappeler que les pays qui ont rapidement mis en place des stratégies de santé publique et des **mesures de réduction des risques** ont enregistré une baisse durable du nombre de contaminations par le VIH chez les toxicomanes par injection. La Suisse encourage les initiatives visant à faciliter l'accès à des seringues stériles et les autres mesures de réduction des risques. L'efficacité de ces initiatives pour réduire le nombre de contaminations par le VIH ou d'autres infections transmises par le sang a été scientifiquement prouvée.

Mettre la santé au cœur des politiques en matière de drogue implique également de mener une réflexion au niveau international sur **la question de l'accès aux médicaments**. Nous ne pouvons pas tolérer que des millions de personnes souffrent de douleurs modérées à sévères qui ne sont pas prises en charge, y inclus pour les soins palliatifs, alors qu'il existe des traitements efficaces qui sont peu coûteux et disponibles.

Monsieur le Président,

Dans un peu plus d'une année, nous serons réunis à New York dans une salle bien plus grande que celle-ci. La politique mondiale de la drogue sera alors sous le feu des projecteurs. Nous devons profiter de cette occasion unique pour tirer les leçons du passé et prendre en compte le présent, afin de préparer au mieux l'avenir.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr Chairman

Excellencies

Ladies and gentlemen

First of all, please allow me to congratulate you on behalf of the Swiss delegation on your election as chair of the 58th Commission on Narcotic Drugs. I would also like to thank you for your current and future commitment to the preparations for the *Special session of the United Nations General Assembly on the World Drug Problem* commonly referred to as UNGASS.

UNGASS 2016 provides an excellent opportunity to examine current strategies and discuss new problems and dynamics in a spirit of openness and shared responsibilities. It is vital that we take into account the new realities we are facing by encouraging **open debate and constructive dialogue on the global problem of drugs**. The programme of the special session, which we are in the process of drawing up, should clearly reflect this goal.

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies et des organisations internationales à Vienne
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations and to the International Organizations in Vienna

Rooseveltplatz 4-5, A-1090 Vienne

Tél. +43 1 263 41 18, Fax +43 1 263 34 13, www.dfae.admin.ch/missvienna

My delegation would like to emphasise three aspects that we think are particularly important in the run-up to UNGASS:

First of all, Switzerland attaches great importance to **the inclusion of other UN agencies**, particularly those that are the most concerned with this issue – WHO, UNAIDS, OHCHR and UNDP. The activities of these agencies are directly affected by the consequences of policies carried out in the context of the fight against drugs. This is why it is essential to ensure that these agencies contribute not only in the run-up to UNGASS but during the session itself.

In order to address the global drug problem, **civil society** also plays a leading role. We cannot ensure that our drug policies are effective or that UNGASS is successful if we do not enjoy the broad support and active participation of civil society. We therefore call on you, Mr Chairman, to place all your weight behind an **NGO accreditation process that is truly transparent** and based on predictable rules.

Second, Switzerland considers that **human rights** should form an integral part of the discussions on UNGASS. We welcome the interactive discussion that will take place in two days' time on this very subject. We hope it will be an open and constructive debate which will allow us to tackle the real issues.

Human rights violations that continue to take place in the context of drug control policies are not acceptable, particularly **violations of the right to life and the right to health**. Switzerland is, in accordance with international standards, categorically opposed to the death penalty for drug-related offences and is very concerned about violations of the right to health, which are continuing in a significant number of countries where access to essential medicines and risk reduction measures are very limited or non-existent.

With this in mind, Switzerland is joining the efforts being undertaken within the Human Rights Council to ensure that the United Nations High Commissioner for Human Rights is involved in the preparations for UNGASS and calls on all states to support this draft resolution currently under discussion.

In all of our reflections and discussions, whether for UNGASS or elsewhere, it is fundamental to promote **an approach that places health at the heart of drug policies**. That is the third point I wanted to mention. I am not just talking about prevention and treatment, which are widely accepted and recognised, but also about risk reduction measures that are within the scope and spirit of the three conventions.

At a time when we are taking stock of the Millennium Development Goals, the post-2015 agenda is an opportunity to step up our commitment through an integrated approach to development and respect for the individual. In this regard, we must redouble our efforts if we are to achieve the goal set by the Political Declaration on HIV/AIDS during the High level meeting of the General Assembly in 2011 to

reduce by half the number of HIV infections among injecting drug users. This goal has not yet been reached.

But I would like to remind you that the countries which promptly put in place public health strategies and **risk reduction measures** have shown a sustained decline in the number of HIV infections among injecting drug users. Switzerland encourages initiatives aimed at facilitating access to sterile syringes and other risk reduction measures. It has been scientifically proven that such initiatives are effective in reducing the number of HIV infections and other infections transmitted by blood.

Putting health at the heart of drug policies also involves international reflection on **the issue of access to medicines**. We cannot tolerate the fact that millions of people – suffering from moderate to severe pain – are not taken care of, including palliative care, although there are effective treatments that are inexpensive and available.

Mr Chairman

In a little over a year from now, we will be meeting again in New York in a room much larger than this one and global drug policy will be in the spotlight. We must seize this unique opportunity to learn from the past and use this to prepare for the future as best possible.

Thank you.